

27 mars 2000 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Message de M. Jacques Chirac, Président de la République, adressé au participants du congrès mondial de la Net-économie, sur "la nouvelle économie" et les effets de la diffusion des progrès des technologies de l'information sur l'économie mondiale, Paris le 27 mars 2000.

Mesdames, messieurs,

C'est avec grand plaisir que j'adresse un message aux participants du Premier Congrès Mondial de la net-économie qui doit à l'esprit d'initiative et à la persévérance de M. Pierre FAURE de rassembler aujourd'hui, à Paris, des penseurs et des acteurs venus du monde entier pour réfléchir à l'émergence de la nouvelle économie, dans ce lieu emblématique de la Cité des Sciences et de l'Industrie.

De tels forums de discussion sont nécessaires aux responsables économiques et politiques. Ils leur permettent de prendre le temps de la réflexion, d'analyser et d'anticiper les grandes évolutions de notre temps pour pouvoir conduire le changement de manière à ce qu'il puisse bénéficier à tous.

Cette année, vous avez choisi d'étudier et de débattre des transformations qu'entraîne la diffusion des progrès des technologies de l'information sur l'économie mondiale, ce que l'on nomme "la nouvelle économie".

Nous vivons en effet une période de mutation accélérée de notre structure économique. C'est une période dérangeante, comme toutes les périodes de mouvement. Une période exaltante, riche de promesses, d'emplois nouveaux, de prospérité retrouvée mais aussi une période d'incertitude pour ceux qui redoutent de ne pas bénéficier de ces spectaculaires progrès.

Ce terme de "nouvelle économie", couramment employé, est ambigu, car les transformations économiques qui commencent à toucher la France et l'Europe ne concernent pas seulement les entreprises de technologies nouvelles.

A mes yeux, la "nouvelle économie", c'est en réalité la capacité d'innover, de créer de nouveaux produits, d'exploiter de nouveaux marchés, de trouver de nouvelles sources de compétitivité en utilisant tous les moyens appropriés, y compris l'Internet et le commerce électronique.

Et ce mouvement concerne toutes les entreprises, dans tous les secteurs, qu'ils possèdent un fort contenu technologique ou non, dans l'industrie comme dans les services.

L'effort d'adaptation à faire est considérable. Il faut repenser nos méthodes, nos règles, nos concepts, promouvoir de nouvelles valeurs. Il faut accepter de prendre des risques dans un environnement moins assuré qu'autrefois. Il faut fixer des objectifs ambitieux, que ce soit pour les entreprises ou pour les Etats.

Au récent Conseil Européen de Lisbonne, les quinze Etats de l'Union se sont donnés comme défi de rattraper les Etats-Unis dans le domaine de l'internet d'ici dix ans. Nous avons tous les atouts pour y parvenir.

Mais cela suppose de faire des choix .

Le choix de l'innovation d'abord. Nous devons mener désormais une politique volontariste de soutien à la recherche et aux entreprises innovantes afin de construire une France et une Europe

dynamiques, créatives, réactives, capables de faire la course en tête dans l'économie de demain. C'est la raison pour laquelle la France a proposé à Lisbonne que soit mis en place un fonds européen de capital-risque et que les marchés financiers des Etats de l'Union accélèrent leur intégration. Par ailleurs, nous devrions parvenir dès 2001 à la création d'un brevet communautaire unique qui réduira sensiblement le coût de la protection de nos inventions. Enfin, l'accroissement de la concurrence sur les réseaux locaux de télécommunications devrait permettre, d'ici la fin de l'année, de faire sensiblement baisser les coûts d'accès à l'internet. Au delà de ces actions communes à l'ensemble de l'Europe, la France doit se fixer comme objectif de devenir le pays d'accueil de nombreuses entreprises innovantes. Cela exige que les bonnes décisions soient prises. Nous devons poursuivre nos réformes de structures, diminuer les prélèvements et les contraintes administratives pour libérer les énergies et encourager l'esprit d'entreprise. La prospérité et le dynamisme de notre pays en dépendent.

Le choix de la formation des hommes ensuite. Dans une économie fondée sur la connaissance, les enjeux de l'éducation deviennent cruciaux. Elle seule permettra d'éviter que ne se creuse, à l'avenir, un véritable "fossé numérique", entre les Français qui auront accès aux nouvelles technologies: les plus jeunes, les plus aisés, les plus diplômés, et les autres.

En renforçant toujours davantage la lutte contre l'illettrisme, source de nouvelles exclusions, nous devons familiariser les enfants à l'ordinateur dès l'école primaire. Cela implique que, d'ici 2001, toutes nos écoles soient connectées à l'internet. Nous devons également ouvrir aux jeunes de nouvelles filières scolaires et universitaires dans le domaine des technologies de l'information à tous les niveaux de qualification car, dans ces secteurs, nous serons confrontés à une pénurie croissante de travailleurs qualifiés. Nous devons enfin offrir aux adultes un droit personnel à la formation tout au long de la vie, qui leur permette de s'adapter au rythme accéléré du progrès. Ainsi, nous ferons en sorte que l'essor de la nouvelle économie puisse bénéficier à chacun.

Mesdames, Messieurs, les travaux de votre Congrès se situent au coeur même des grandes questions de notre temps. Les résultats de vos réflexions seront précieux à tous ceux qui s'interrogent aujourd'hui sur les progrès de la société de l'information.

Je vous adresse tous mes encouragements pour vos débats à venir.

Je vous remercie.\